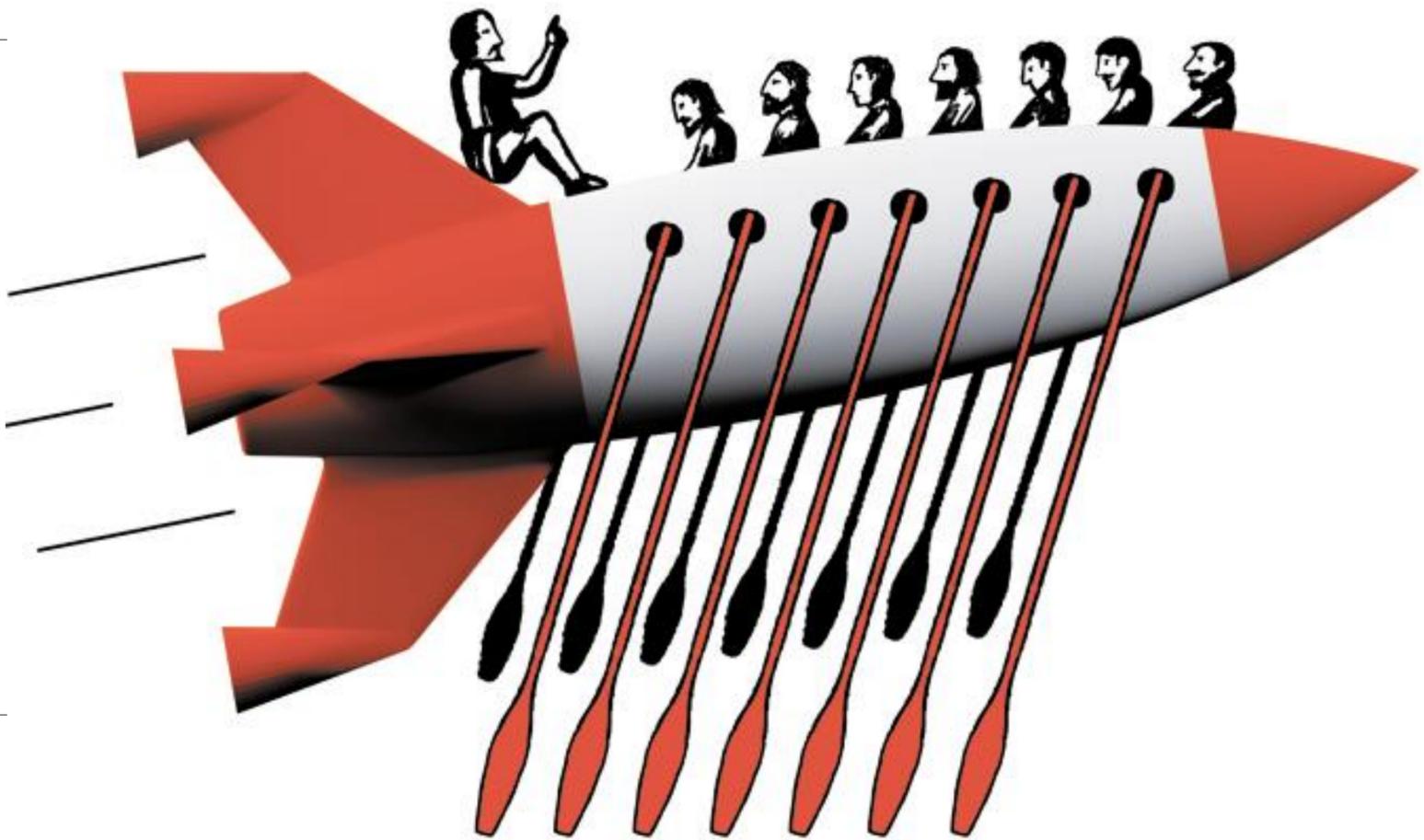


START-UP ET VOGUE LA GALÈRE!

Enquête
Les filières de création d'entreprise attirent toujours plus d'étudiants des écoles de commerce. Pourtant, les témoignages sur les conditions de travail, parfois très éprouvantes, viennent ternir l'image idéalisée de cette nouvelle économie



Dans l'ancienne caserne militaire Mellinet, à Nantes, un « camp d'entraînement » est proposé chaque été depuis 2017 aux étudiants et jeunes diplômés. « Radical » et « intensif », le programme Maia Mater impose de vivre sur place pendant quatre mois et promet « de la sueur et des larmes, mais aussi du fun et de gros succès ». A la guerre comme à la guerre? Les jeunes y sont nourris et logés aux frais de la princesse (en l'occurrence, les collectivités locales) et leur combat ne ressemble en rien à celui des poilus. Au programme des hostilités : se préparer à devenir un primo-entrepreneur, quitter à travailler jour et nuit dans la douleur. « Gratuit

et garanti sans bullshit », Maia Mater s'adresse sans détour aux « acharnés, avec une problématique qui les obsède », la création de leur entreprise.

Son fondateur, Quentin Adam, a lui-même créé sa start-up en 2010, Clever Cloud, et a failli y laisser sa santé. « Les premières années, on a fait n'importe quoi. J'ai pris 40 kilos et j'ai arrêté de dormir », raconte-t-il au téléphone, le souffle court, en direct de la salle de sport qu'il fréquente désormais quotidiennement. Il a lancé sa première boîte à 18 ans, traversé moult tempêtes et un redressement judiciaire, et met aujourd'hui en garde ceux qui voudraient se risquer dans cet univers impitoyable : « Il faut être un guerrier prêt à travailler dur pour aller sur

« IL Y A PLEIN DE JEUNES ESQUINTÉS, MAIS ILS ONT TROP PEUR D'EN PARLER LIBREMENT »

ARTHUR DE GRAVE
diplômé de HEC
et de Sciences Po

ce terrain. Ça fait rêver, mais ensuite on est confronté à la réalité. »

Sans filtre et rugueux, le discours du CEO (chief executive officer, « directeur général ») nantais dénote au sein d'un milieu, « l'écosystème », que beaucoup regardent avec des étoiles dans les yeux. Un débouché auquel rêvent bon nombre d'étudiants des écoles de commerce, qui continuent de s'inscrire dans les filières de création d'entreprise. Neoma Business School, par exemple, est passée, en à peine dix ans, de 33 étudiants dans la majeure « entrepreneuriat » à plus de 250. « De plus en plus de jeunes veulent travailler dans les start-up, c'est une tendance de fond », constate Denis Gallot, directeur du StartupLab de l'école, regroupant trois incubateurs et deux accélérateurs. On fait de la sensibilisation à l'entrepreneuriat auprès des élèves, en leur demandant de partir d'une idée pour la soutenir ensuite devant un jury professionnel, avec un business plan. On espère ensuite qu'ils basculent de l'autre côté de la force. »

PRÉCARISATION, FRUSTRATIONS...

Pour Quentin Adam, la période étudiante serait d'ailleurs la meilleure – ou la moins pire, devrait-on écrire – pour plonger dans une vie de start-up. « Un étudiant est habitué à vivre de peu, à travailler beaucoup, n'a pas ou peu d'engagements, pas d'exigence de confort, il est disponible pour sa passion et la radicalité de sa thèse entrepreneuriale, affirme-t-il sur la plate-forme Medium. Il n'a rien à perdre : pas de carrière, pas de situation, pas de prêt à rembourser, pas d'enfant à charge... »

Sans diaboliser les start-up, où les conditions de travail sont parfois très bonnes, la légende dorée peut cacher des situations violentes. Culture de l'informel, forte pression des investisseurs dans un monde concurrentiel à hauts risques financiers, urgence de l'ultrac Croissance (le « blitzscaling », rapprochement osé avec la guerre éclair allemande), fondateurs très jeunes ignorant le droit du travail : autant de réalités qui expliqueraient les dérives de ce milieu.

Récemment, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer, pêle-mêle, la précarité grandissante que subissent certains jeunes, le climat d'hypocrisie, la surcharge de travail... En 2017, Mathilde Ramadier, auteure de BD et traductrice, publiait un essai libre au titre évocateur – *Bienvenue dans le nouveau monde. Comment j'ai survécu à la cooptation des start-up* (éditions Premier Parallèle). A la suite de quatre années d'expériences multiples dans des start-up à Berlin, elle décrivait avec humour cette jungle où les plus faibles sont éliminés par les

plus forts. « J'ai été choquée par ce mensonge autour de l'avenir et du progrès. Dans les start-up, on assiste plutôt au retour de formes primitives du droit du travail, résumé-elle aujourd'hui. Sur un plan émotionnel, j'ai été frappée par les conséquences de cette réalité sur toute une génération. J'ai rencontré des jeunes frustrés, désillusionnés, qui, à 25 ans, ont déjà l'impression d'être des losers. Ce sont des talents gâchés, qui errent de CDD en CDD. »

Dans un autre registre, Benjamin Zimmer, directeur de Silver Alliance, s'est également permis de « siffler la récré ». Coauteur, avec Nicolas Menet, de l'ouvrage *Start-up, arrêtons la mascarade. Contribuer vraiment à l'économie de demain* (Dunod, 2018), il rappelle qu'il ne suffit pas de traverser la rue pour devenir entrepreneur : « On ne dit jamais aux jeunes que c'est difficile, risqué, qu'on a plus de chances de tout perdre que de tout gagner. 90 % des start-up ne passent pas le cap des cinq ans. »

Miroir aux alouettes, la start-up? A 33 ans, Arthur De Grave, diplômé de HEC et de Science Po, publie un pamphlet intitulé *Start-up Nation. Overdose Bullshit* (Rue de l'échiquier, 128 pages, 10 euros). « Il y a plein de jeunes esquintés, mais ils ont trop peur de se cramer pour en parler librement, dit-il. C'est un petit monde avec une véritable omerta. Un jour vous êtes le roi du monde, et le lendemain, quand vous tombez, on peut vous clouer au pilori. » Et de dénoncer : « Vu que les témoignages ne sortent pas, on attire toujours autant de gamins là-dedans, et les erreurs de la génération précédente se reproduisent. »

LE CAP FATIGUE DE LA « LICORNE »

Avec les précautions de rigueur, Nassim (le prénom a été modifié), 27 ans, accepte de raconter sa récente démission d'une start-up spécialisée dans la finance, qu'il avait intégrée en CDI après une école de commerce à Lyon. « A 26 ans, j'étais le deuxième plus vieux de l'équipe commerciale. C'était une belle vitrine pour moi car la boîte est renommée dans le secteur de la tech. » Ambiance jeune, management horizontal et participatif : il s'y sent bien. « On allait boire des coups au moins deux fois par semaine, dont un after-work au bureau chaque vendredi. Mon chef avait mon âge, je n'avais pas l'impression d'être sous sa tutelle », décrit-il.

Puis patatras. Après une seconde levée de fonds, les effectifs grossissent, la hiérarchie s'endurcit. « On s'est orientés vers un système plus classique, plus autoritaire. Les conditions de travail se sont dégradées, jusqu'à l'inacceptable », regrette Nassim, dont

VIVEZ LES AFFAIRES ETRANGERES



ILERI
ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES

DEUX PARCOURS D'EXCELLENCE BAC+3 & BAC+5

- ◆ Bachelor en Relations Internationales (Bac+3)
- ◆ Deuxième Cycle en Relations Internationales (Bac+5)

Quatre spécialisations :

- Sécurité internationale et défense - Grade de Master
- Intelligence stratégique internationale - Grade de Master
- Coopération internationale des outre-mer - Titre RNCP Niveau 1
- International Business and Marketing - MSc

TÉLÉCHARGEZ
L'APPLI ILERI



**SOIRÉE
PORTES
OUVERTES**
VENDREDI 29 NOVEMBRE

**CONCOURS
D'ENTRÉE**
JEUDI 16 JANVIER

**COURS
DU SOIR**

on a doublé les objectifs commerciaux tout en lui retirant la moitié de ses clients. «C'était techniquement infaisable. On m'a reproché d'arriver à 9 heures 02 alors que j'étais celui qui faisait le plus d'heures supplémentaires. Pour que la start-up devienne une licorne [c'est-à-dire que sa valorisation dépasse 1 million de dollars, soit 903 000 euros], ceux du dessus imposent des choses inhumaines.» Gagnant moins d'un smic en ramenant son salaire au nombre d'heures travaillées, Nassim ne croit même plus en la noblesse du produit qu'il doit vendre : «On prétexte qu'on fabrique du nouveau en proposant de l'ancien dégradé, sans respect pour le client.»

LE MYTHE DU FONDATEUR

Comme Nassim, Cassie a déchanté. Pendant son master en psychologie sociale du travail, elle se fait «draguer» par une start-up lors d'une intervention dans son université de Caen. «On a répondu à des tests et des questionnaires. Ils s'intéressaient à la motivation, la personnalité... Deux jours après, on me proposait un stage.» L'étudiante cherchait alors une convention industrielle de formation par la recherche (Cifre), pour pouvoir préparer une thèse en parallèle. A 22 ans, on la lui offre sur un plateau. «C'était beaucoup de paillettes aux yeux. On me mettait sur un pied d'estale en me disant : "T'es géniale, on te veut vraiment", alors que je n'étais même pas diplômée.»

Dès son arrivée, elle remarque les premiers «cailloux dans la chaussure», contrariétés qu'elle oublie à la suite d'«événements hors norme» entre collègues comme elle les qualifie, tels qu'un escape game ou une course en stop depuis Paris direction Lacanau. «Sur le coup, on se dit que c'est trop cool, même si c'est organisé le soir et les week-ends.» Cassie accepte de donner des formations partout en France, avec un rythme lourd et de nombreux déplacements : «Rien ne m'était imposé, c'était plus pernicieux que ça. Toute l'équipe était très engagée, avec beaucoup d'appel aux sentiments. On avait tendance

à dire qu'on vivait ensemble, on allait boire des verres tous les soirs.»

Malgré ses dizaines d'heures supplémentaires, on lui refuse les RTT réservées aux cadres, tandis que sa Cifre n'est finalement jamais mise en place. On lui dit aussi qu'elle paraît «trop empathique», et pas assez «au top du top». Qu'elle ne sera jamais dans la catégorie des «guerriers à fort potentiel». Cassie tient à peine plus d'un an – «mais ces années comptent double», précise-t-elle. Qu'à cela ne tienne, à 25 ans, la psychologue de formation vient d'intégrer une nouvelle start-up à Caen. «J'ai mis du temps à m'en remettre mais j'ai enfin trouvé une boîte qui a tous les avantages de la start-up – le droit à l'erreur, la prise de responsabilité, la polyvalence, l'agilité... – sans les inconvénients.»

Le mythe du fondateur solitaire, lui, est bien présent. C'est une sorte d'épopée émaillée de sacrifices et de termes «novlangue». Tel un poète romantique, le start-upeur ne dort pas, ou peu. «C'est un acte de foi, une prise de risque immense de s'investir dans quelque chose qui n'existe pas encore, sans savoir si ça va marcher», souligne l'anthropologue Nathalie Luca, mentionnant des risques psychosociaux. Directrice du Centre d'études en sciences sociales du religieux, elle travaille sur la vocation des jeunes entrepreneurs, à la croisée du séculier et du religieux : «Quand vous êtes à la tête de la start-up, vous vous abîmez un peu et prenez parfois des antidépresseurs, mais c'est votre choix parce que vous êtes prêt à tout pour changer le monde. Pour vos employés, tout dépend de votre capacité à respecter le fait qu'ils ont une vie aussi en dehors. Sinon un alignement des désirs serait hypocrite, pas volontaire», souligne-t-elle.

Avant de raccrocher, Mathilde Ramadier nous a fait une confidence : de nouveau étudiante à 31 ans, elle termine à distance un master de psychanalyse de l'université de Montpellier. Son rêve (inconscient, forcément) : recevoir dans son cabinet les start-upeurs déçus. ●

LÉA IRIBARNEGARAY

LEXIQUE

Free perks

La carte offerte pour le club de gym, les fruits frais distribués au petit déjeuner, le baby-foot à la cafète... l'ensemble des avantages et privilèges du start-upeur pour avaler la pilule quand la pression est rude.

Marketing wizard

Sorcier du marketing ou chef de produit.

Coding ninja

Mercenaire du code, c'est-à-dire développeur informatique.

Product design hero

Héros du design de produit, c'est-à-dire designer. Pour se distinguer des grands groupes, la start-up donne à ses employés des titres en anglais aux termes décalés. Ces exemples sont tirés du roman de Rachel Vanier, *Ecosystème* (Intervallés, 2017).

«ON VEUT FORMER TOUS LES ÉTUDIANTS À L'ESPRIT D'ENTREPRENDRE»

Entretien Pour la sociologue Olivia Chambard, il vaut mieux définir ces enseignements

Olivia Chambard est sociologue, chercheuse affiliée au Centre d'études de l'emploi et du travail. Elle étudie la construction sociale des vocations entrepreneuriales.

monde à devenir entrepreneur, on instille cette idée d'un débouché très valorisé et prestigieux. Pour beaucoup d'étudiants, monter sa start-up, c'est le Graal.

Cette volonté de diffusion est-elle politique ?

Bien sûr ! Le gouvernement actuel en a fait son cheval de bataille, cela s'inscrit dans un mouvement international. A un moment, à l'université, ouvrir la porte à l'entrepreneuriat était diabolisé, comme si on faisait entrer le grand capital sur les campus. On assiste aujourd'hui à une érosion de la critique. La création d'entreprise représente une voie comme une autre pour remédier au chômage des jeunes.

Faut-il pour autant en faire une voie royale ?

Avec la médiatisation des dérives de l'économie numérique et le discours autour de l'ubérisation de la société, j'ose espérer que les formations nuancent leur propos. S'il s'agit de produire à la pelle des micro-entrepreneurs précaires, on dégrade dangereusement les conditions de l'emploi. Ce qui me dérange par ailleurs, c'est la dimension trop psychologisante de certains discours autour de la «valorisation de l'échec». Si on échoue, le rebond est facilité par les ressources dont on dispose : la prise de risques est ainsi bien moins forte pour les diplômés des filières les plus prestigieuses. Il faut en outre clarifier ce que l'on attend de ces formations parfois fourretout. Jusqu'à quel point est-ce le rôle de l'enseignement supérieur de former tout le monde à l'entrepreneuriat ? Ce label n'est-il pas utilisé à d'autres fins que la réforme de l'université ? ●

PROPOS RECUEILLIS PAR L. IR.

Quand sont nées les premières filières liées à l'entrepreneuriat dans l'enseignement supérieur ?

Elles apparaissent dès la fin des années 1970 – avec l'exemple de HEC, pionnière en la matière – mais restent spécialisées et limitées à quelques grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs. Le tournant s'opère dans les années 2000, dans un contexte incitatif européen, avec cette idée que tous les étudiants pourraient être formés à «l'esprit d'entreprendre», même s'ils ne deviennent pas tous des entrepreneurs. A partir de 2009, les pouvoirs publics décident d'organiser au niveau national les multiples initiatives locales qui existent alors, afin de les rendre plus efficaces. Plan étudiants entrepreneurs en 2009, plan pépite en 2013, plan l'esprit d'entreprendre, annoncé en mai 2019.

Vous distinguez l'emploi des termes «entrepreneurs», «entrepreneuriat» et «esprit d'entreprendre». Pourquoi ?

L'enjeu, derrière le choix des termes, est important : forme-t-on des futurs créateurs d'entreprise, ce qui concernerait une minorité d'étudiants ? Ou forme-t-on l'ensemble de la population à un «état d'esprit», une compétence utile à tous ? Le flou autour du vocabulaire entretient une forme d'ambiguïté. Créer une entreprise ou promouvoir des traits de caractère qui renverraient aux qualités intrinsèques de l'entrepreneur – innovation, créativité, leadership –, ce n'est pas la même chose. Sans inciter tout le

Montpellier Business School since 1897

EQUIS ACCREDITED

SALUÉE POUR SES VALEURS, SON OUVERTURE ET SON ENGAGEMENT RSE, MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL REJOINT LE CERCLE RESTREINT DES 1% DE BUSINESS SCHOOLS DANS LE MONDE DOTÉES DE LA TRIPLE COURONNE

Making a difference*



montpellier-bs.com